

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Parlement-et-les-manifestants-demandent-le-depart-du-gouverneur-d-Oaxaca-mais-lui-refuse-de-demissionner>

Le Parlement et les manifestants demandent le départ du gouverneur d'Oaxaca, mais lui refuse de démissionner.

Date de mise en ligne : mardi 31 octobre 2006

- Les Cousins - Mexique -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Oaxaca, Mexique. Le lundi 30 octobre 2006.

[JPEG - 11.9 ko]

« Ulises est tombé », scandaient lundi les militants de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), qui manifestaient après que la Chambre des députés mexicains eut demandé le départ du gouverneur de l'État d'Oaxaca (sud), Ulises Ruiz.

Les autorités craignaient des débordements durant la manifestation qui a rassemblé 15.000 personnes à Oaxaca et qui se dirigeait vers le centre-ville contrôlé depuis dimanche par la police fédérale, mais la tension a subitement baissé d'un cran.

Un dirigeant de l'APPO, en tête du cortège, a reçu un appel sur son téléphone portable. Il s'est arrêté, s'est retourné vers ses compagnons de lutte et a déclaré : « les députés exigent le départ d'Ulises ».

Les manifestants ont aussitôt commencé à sauter les bras en l'air et à crier « Ulises est tombé, Ulises est tombé », « Qu'ils le veulent ou pas, Ulises est fini ». L'information s'est propagée jusqu'aux derniers rangs du cortège.

Dopés par l'information, les membres de l'APPO débordaient d'enthousiasme, ils n'en oubliaient pas pour autant les slogans contre les 4.500 policiers fédéraux qui les ont chassés dimanche du centre d'Oaxaca qu'ils occupaient depuis cinq mois pour réclamer la démission du gouverneur.

« Dehors la PFP (police fédérale préventive), assassins, assassins », scandaient les manifestants. Le bilan de l'intervention de la PFP dimanche s'élève à deux morts, une vingtaine de blessés et une cinquantaine d'arrestations.

« On manifeste car on ne veut pas la militarisation d'Oaxaca, par faute de ce gouverneur corrompu, ils ont envoyé la PFP, mais la population est unie et le gouverneur doit partir », martèle Eric Carreras, un ingénieur de 28 ans.

Peu après la fin du parcours, un groupe de manifestants est allés titiller les policiers fédéraux sur la place centrale du Zocalo. Ces derniers ont répondu au canon à eau et lancé des grenades lacrymogènes pour les disperser.

Le gouverneur d'Oaxaca refuse de démissionner mais l'accord sur son retrait entre les députés de gauche et de droite est une première et sonnera peut-être le glas pour cet homme, détesté par la population pour son autoritarisme et la corruption dont il est soupçonné.

Se cramponnant à son siège, Ulises Ruiz a affirmé qu'il allait saisir la Cour suprême, mais des fissures apparaissent dans le soutien que lui apporte sa propre formation, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

« J'ai beaucoup de respect pour Ulises Ruiz, il doit se livrer à un examen de conscience, s'il peut continuer à gouverner l'État d'Oaxaca ou s'il ne peut plus », a déclaré un des chefs du PRI, Emilio Gamboa, alors que des voix s'élèvent, à Oaxaca et à Mexico, pour affirmer qu'il a perdu toute crédibilité.

Le Parlement demande au gouverneur d'Oaxaca de démissionner

Agence France-Presse

Mexico. Le lundi 30 octobre 2006.

La Chambre des députés et le Sénat ont demandé lundi au gouverneur de l'État d'Oaxaca Ulises Ruiz de démissionner, principale revendication de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), qui coordonne le mouvement de protestation.

Dimanche, la police fédérale avait lancé une vaste opération pour reprendre en main la ville d'Oaxaca, dont le centre était paralysé depuis des mois par un mouvement de grève des instituteurs et de diverses organisations indiennes regroupées dans l'APPO, qui réclamaient le départ du gouverneur, accusé d'être un homme politique autoritaire et corrompu.

« À l'unanimité, le Sénat de la République demande à Ulises Ruiz qu'il envisage d'abandonner son poste pour contribuer à l'établissement de la gouvernabilité, de l'ordre juridique et la paix dans (l'État d'Oaxaca) », indique un communiqué du Sénat.

Le texte a été également approuvé par la formation politique d'Ulises Ruiz, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Un peu plus tôt lundi, une majorité des députés « a demandé le départ immédiat d'Ulises Ruiz », à la suite d'un accord entre le Parti d'action nationale (PAN, droite) du président Vicente Fox et le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche).

« Il y a un accord au Sénat, qui inclut le PRI », a souligné Gabino Cué, sénateur d'Oaxaca pour le parti de gauche Convergence et candidat défait par Ulises Ruiz lors de l'élection au poste de gouverneur, en 2004.

Seul le Sénat a la faculté de démettre un gouverneur de ses fonctions.

Le gouverneur d'Oaxaca refuse de démissionner

Agence France-Presse

Oaxaca, Mexique. Le mardi 31 octobre 2006.

Ulises Ruiz, le gouverneur de l'État mexicain d'Oaxaca, théâtre depuis cinq mois de violentes manifestations, a refusé de démissionner comme la Chambre des députés, puis le Sénat et son parti, le lui ont demandé pour contribuer à rétablir l'ordre.

Ulises Ruiz s'est contenté de répondre « non » aux journalistes qui lui demandaient s'il céderait à la pression du gouvernement réclamant son départ. Il a ajouté qu'il voulait restaurer le calme et rencontrer les manifestants pour négocier.

La présence de la police fédérale « ne résoudra pas le conflit, raison pour laquelle il faut ouvrir des pourparlers » avec les groupes protestataires, a déclaré le gouverneur.

La Chambre des députés, puis le Sénat et le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), parti auquel appartient Ulises

Parlement et les manifestants demandent le départ du gouverneur d'Oaxaca, mais lui refuse de démissionner

Ruiz lui ont demandé de renoncer à ses fonctions pour contribuer à rétablir l'ordre et la paix dans l'État d'Oaxaca.

Le Sénat mexicain peut démettre un gouverneur de ses fonctions.

Pour beaucoup, Ulises Ruiz incarne l'autoritarisme et la corruption du PRI, qui gouverne l'État d'Oaxaca depuis les années 1920.

Dix personnes ont été tuées dans la ville d'Oaxaca (600 000 habitants, à 450 km de Mexico) et ses environs depuis que le mouvement de protestation des instituteurs et de diverses organisations indiennes a commencé en juin dernier qui a donné lieu à de violents affrontements.

Vendredi dernier, des heurts ont fait trois morts dont un journaliste américain, et provoqué l'envoi de troupes fédérales dans la ville où le calme est revenu lundi.